

dire que le résultat en sera de mettre la France gouvernementale au banc de l'opinion publique. Ce qui ne prendra d'ailleurs que fort peu temps, puisque c'est déjà chose faite en beaucoup de pays. Les nombreuses adresses de sympathies, reçues par l'épiscopat français, de toutes les parties du monde, le montrent assez. Il est vrai que ce sont les catholiques, surtout, qui ont jusqu'ici manifesté leur indignation, et certaines gens ne leur reconnaissent pas encore, ou ne leur reconnaissent plus, le droit de faire l'opinion ; peut-être attendent-ils de connaître le sentiment des Chinois et des Hindous, avant de se prononcer sur la conduite de la République Française ! En l'attendant, qu'ils lisent ce que l'on pense en Angleterre, au pays de "l'entente cordiale", des fantaisies persécutrices du bloc.

On lit dans le *Birmingham Post* :

"La querelle qui a mis aux prises la République et le Vatican, doit retenir notre attention, à nous Anglais, non moins que celle de toute autre nation, et peut être plus encore ; car, bien que nous soyons constitutionnellement un État protestant, l'Église catholique romaine est l'Église-mère de la Chrétienté. Et nous avons atteint, dans notre histoire religieuse, un point où l'aversion pour cette Église est tout près de disparaître, et où cette aversion fait place à un sentiment de sympathie, qui nous intéresse à ce qui lui arrive dans le monde entier. D'où il résulte que la lutte entre l'Église et l'État en France est notre affaire, en même temps que celle des Français et du Vatican, parce que cette querelle n'est qu'une manifestation locale d'une lutte dont l'étendue est celle du monde entier. . . .

" L'Encyclique pontificale, conclut le journal anglais, est une acceptation formelle, de la part du Vatican, de la guerre que lui a déclarée le gouvernement français. Or il y a des hommes d'État au Vatican comme à Paris, et même, au Vatican, les maîtres en l'art de la politique sont fort habiles à se débrouiller dans des crises semblables à celle dont nous sommes maintenant les témoins. Bismarck lui-même est "allé à Canossa", bien qu'il eût hautement déclaré que nul ne pourrait l'y mener. Il serait tout à fait avantageux à la France de trouver un moyen de faire la paix avec l'Église. Les Républiques et les Monarchies passent, mais l'Église reste. Si le conflit est porté aux extrêmes, la société française sera secouée jusque dans ses fondements. Ce n'est certainement